Comparés aux contrôles précédant, la situation a peu évolué, un peu plus pour les établissements primaires du fait de l'implication de certaines communes. Les résultats portent essentiellement sur les petits gîtes larvaires, faciles à contrôler. On note en effet qu'il n'est plus retrouvé de vases à fleurs avec des larves de moustiques. La part des coupelles a également diminué, même si elle demeure encore non négligeable. Plus préoccupant sont les gîtes larvaires « structurels » lié aux bâtiments constitués par les gouttières, les regards d'eaux pluviales ou les siphons de sol. Les solutions techniques existent. Si elles nécessitent des moyens relativement importants pour les gouttières (dépose et repose par des entreprises habilitées), elles sont particulièrement peu onéreuses, rapides et simples à mettre en place pour les regards (bétonnage fond jusqu'au niveau de l'exutoire).

Il faut souligner que très peu de clusters ont été observés dans les établissements d'enseignement. Toutefois, ils n'ont pas non plus été

recherchés systématiquement. La pertinence et la faisabilité de telles recherches pourraient être étudiées.

Avant la rentrée scolaire, des rapports détaillés ont été adressées par l'ARS aux collectivités gestionnaires. Peu ont efficacement réagi. En revanche et paradoxalement, plusieurs ont sollicité l'avis de l'ARS pour la mise en place de traitements insecticides « préventifs ». Cela montre bien comment la réponse chimique reste encore fortement ancrée dans les mentalités. Le groupe de travail relatif aux gîtes larvaires dans le bâti, co-piloté par la DEAL et l'ARS a été relancé. L'ingénieur hygiène et sécurité et l'architecte du rectorat en font partie. Ils ont bien pris la mesure du problème et devraient contribuer à faire avancer ce dossier. Par ailleurs, l'élaboration de plans communaux de prévention de la dengue et de lutte contre les moustiques impulsé par l'ARS se poursuit. Ces plans comportent un volet relatif aux ERP (Etablissements Recevant du Public).

| Création du Centre National d'Expertise sur les Vecteurs et le Risque Vectoriel (CNEV) |

André Yébakima
Entomologiste médical. Membre du COPIL du CNEV

Face à la progression des maladies humaines et animales à transmission vectorielle, l'Etat (par le biais de 6 ministres, dont ceux de la Santé et de l'Agriculture/Elevage) a commandité (janvier 2008), auprès de l'Institut de Recherches pour le Développement, une expertise collégiale sur la lutte antivectorielle. Le but de cette expertise était de procéder à une véritable « **refondation** » de la politique de lutte antivectorielle en France (Hexagone et Outre-mer). Le rapport final a été remis aux commanditaires en juin 2009 et publié dans les éditions de l'IRD sous le titre « La lutte antivectorielle en France » (1). Après avoir répondu aux questions posées dans le cahier des charges (questions relatives aux aspects législatifs, réglementaires, économiques, stratégiques, ainsi qu'aux aspects liés à l'évaluation de l'efficacité des actions, l'évaluation des risques, la formation, la recherche, la mise en œuvre des stratégies,), le rapport a fait une série de recommandations prioritaires.

L'une de ces recommandations portait sur la création d'un Centre National d'Expertise sur les Vecteurs et le risque vectoriel (CNEV).

L'objectif de ce Centre est de mobiliser rapidement et efficacement l'ensemble des compétences dans les domaines opérationnels et stratégiques, ainsi qu'en matière de réflexion et proposition sur la lutte antivectorielle en France (métropolitaine et outre-mer).

Les missions du CNEV sont centrées sur les vecteurs et la lutte antivectorielle (dans sa définition la plus large).

Le CNEV n'est pas :

- Une structure opérationnelle de Démoustication ou de Lutte antivectorielle.
- Un centre national de référence ou un laboratoire national de référence sur les pathogènes ou les maladies.
- Une structure pour l'évaluation des risques (cette mission relève d'autres structures telles que les agences sanitaires).
- Une structure devant organiser, coordonner ou réaliser la recherche.

Le CNEV est un réseau de partenaires, compétents en entomologie médicale et vétérinaire, et en lutte antivectorielle, **réunis pour mieux faire** :

- Réaliser des expertises sur les stratégies et indicateurs en LAV, sur l'identification des vecteurs, sur l'efficacité des méthodes de

lutte.

- Apporter un appui scientifique et technique aux ministères chargés de la santé, de l'agriculture, de l'écologie et de l'outre-mer, ainsi qu'aux agences sanitaires.
- Développer un appui scientifique et technique et un transfert de compétences techniques aux services opérationnels de la LAV/ Démoustication.
- Participer à la formation des opérateurs.
- Organiser une veille scientifique et technique.
- Communiquer sur les aspects théoriques et opérationnels liés aux vecteurs et à la LAV/Démoustication.
- Faire des propositions pour orienter la recherche sur les vecteurs et la LAV/Démoustication afin d'améliorer les interventions.

Le CNEV, officiellement créé depuis le mois d'août 2011 après appel à candidatures, est construit autour d'un laboratoire central (UMR Maladies Infectieuses, Vecteurs, Ecologie, Génétique, Evolution et Contrôle – MIVEGEC, porté par l'IRD, sous la direction de Didier Fontenille), auquel sont associés de nombreux partenaires (tous les services opérationnels LAV/Démoustication ultra-marins et de Métropole, des Agences, des Instituts et des Laboratoires d'universités....) aux compétences larges et complémentaires.

L'assemblée générale fondatrice du CNEV s'est tenue à Montpellier le 20 octobre 2011 et a réuni près de 100 participants (39 structures partenaires et les ministères de tutelle). Les premiers thèmes de travail porteront prioritairement sur les *Aedes (albopictus et aegypti)*, les Culicoides, les Tiques, les Phlébotomes, la résistance aux insecticides et les collections d'arthropodes.

Le CNEV est basé à Montpellier (Centre IRD) ; son directeur est Didier Fontenille. La gouvernance du CNEV est assurée par les Ministres de la Santé et de l'Agriculture, assistés d'un Comité de Pilotage (COPIL) de 16 membres : 8 membres institutionnels (Ministères de la Santé, de l'Agriculture, de la Recherche, de l'Outre-mer....) et 8 personnalités qualifiées (parasitologistes, entomologistes, épidémiologistes,). Le Secrétariat de ce COPIL est assuré par l'ANSES.

Références

1. La Lutte antivectorielle en France (version bilingue), IRD Editions, 2009, 533 pages + CD Rom